

La première chose que j'ai faite après être arrivé à Singapour ce matin, et cela juste avant de me joindre à vous, a été d'assister à la signature d'un accord de coopération entre l'Association canadienne des industries de l'environnement (ACIE) et la Singapour Association for Environmental Companies, la SAFECO. Deux raisons m'amènent à vous mentionner ce fait ; j'ai à coeur de promouvoir les liens au niveau du secteur privé dans des domaines essentiels à la prospérité du Canada et dans des domaines où le Canada a beaucoup à offrir, et de le faire de manière à permettre aussi bien au Canada qu'à Singapour d'exploiter ensemble, et à leur profit mutuel, les avantages comparatifs de l'un et de l'autre.

Le pont établi entre les deux associations promet d'importantes retombées pour les deux parties. L'Accord offre un cadre pour l'échange d'informations sur la technologie, la recherche et le développement, les politiques de protection de l'environnement, les pratiques les mieux adaptées aux conditions locales et les régimes juridiques. Sur le long terme, il constituera pour les entreprises canadiennes un important point d'entrée sur le marché singapourien et le marché plus vaste de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Voilà exactement le genre de lien que le gouvernement du Canada désire encourager.

Nous avons reconnu sans équivoque le dynamisme de cette région et l'importance croissante qu'elle occupe sur le marché mondial. La création du poste de secrétaire d'État du Canada pour l'Asie et le Pacifique, et ma nomination à ce poste, en témoignent. J'ai pour mandat de conseiller le ministre des Affaires étrangères sur les questions qui concernent l'Asie et le Pacifique. J'exerce donc des responsabilités à la fois géographiques et sectorielles, qui concernent par exemple les dossiers économiques et politiques, le contexte social dans lequel nous devons situer nos politiques, et la coopération au développement.

La région Asie-Pacifique est contrastée et complexe, et riche de possibilités inexploitées. Le gouvernement du Canada réexamine actuellement sa politique étrangère, et cet exercice a pour but de nous amener à comprendre ces contrastes, ces complexités et ces possibilités, et à nous positionner pour en tirer le meilleur parti possible.

La plupart des Canadiens n'appellent plus «Extrême-Orient» cette région du monde. C'est là une expression passée de mode, et que je vois disparaître avec plaisir. Mon gouvernement veut s'assurer que tous les Canadiens voient Singapour et ses voisins de l'ASEAN comme la limite occidentale d'une communauté du Pacifique dont le Canada est membre à part entière.

La région Asie-Pacifique est aujourd'hui notre deuxième partenaire commercial, après les États-Unis. Elle est également, pour les exportations canadiennes, le deuxième marché dont la croissance est la plus rapide. Nos échanges transpacifiques surpassent depuis longtemps ceux que nous avons avec